

Résumé exécutif, PERC 2025-2027

L'édition 2025-2027 du document sur les Perspectives Économiques Régionales de la CEDEAO (PERC 2025-2027) s'est concentrée sur la sécurité alimentaire et le défi de l'intégration régionale. Avant de s'attarder sur la sécurité alimentaire en tant que telle ; Le rapport offre un bref aperçu du développement économique récent dans le monde et dans laquelle mesure ces développements pourraient affecter la région de la CEDEAO. Il examine ensuite les indicateurs clés, les tendances ; et des projections avec une analyse approfondie des défis potentiels auxquels la région pourrait être confrontée à l'avenir. Ensuite, le rapport propose une analyse de l'état de la sécurité alimentaire dans la région de la CEDEAO et de la mesure dans laquelle elle pourrait affecter l'intégration régionale.

Le premier chapitre du document sur les Perspectives Économiques Régionales de la CEDEAO (PERC) 2025–2027 présente un panorama de l'évolution récente de l'économie mondiale et régionale. Il met l'accent sur les dynamiques qui structurent la conjoncture internationale, les tendances de croissance, l'inflation, les pressions tarifaires et les risques susceptibles d'influencer les trajectoires économiques africaines et, plus spécifiquement, celles de la CEDEAO. Il offre un cadre analytique indispensable pour comprendre l'environnement dans lequel s'inscrivent les performances et les vulnérabilités macroéconomiques de la région.

L'économie mondiale retrouve un rythme de croissance modéré mais stable, avec une croissance projetée de 2,6 % et 2,7 % pour 2026 et 2027. Cependant, des tensions géopolitiques significatives persistent, notamment la guerre tarifaire déclenchée par les États-Unis en février 2025. En Afrique, les performances économiques sont diverses. L'Afrique subsaharienne enregistre une croissance de 3,7 % en 2024, avec des projections atteignant 4,3 % en 2026. L'Afrique de l'Est est la région la plus dynamique, avec des taux de croissance supérieurs à 5,9 %. L'Afrique de l'Ouest conserve sa deuxième place avec une croissance attendue de 4,3 % en 2025 et 2026.

L'inflation demeure un enjeu majeur pour l'ensemble des économies. À l'échelle mondiale, l'inflation devrait passer de 4,1 % en 2025 à 3,4 % en 2027. Dans les économies avancées, elle devrait revenir autour de 2,2 % d'ici 2026-2027. En Afrique, l'inflation diminue de 18,7 % en 2024 à 10,3 % en 2026. Les dynamiques mondiales décrites dans ce chapitre ont des implications directes sur la santé économique de la CEDEAO. Trois facteurs principaux sont mis en évidence. Les pressions inflationnistes, le resserrement financier mondial et les tensions commerciales internationales sont des facteurs clés à considérer.

Le chapitre souligne enfin qu'en dépit de ces vulnérabilités, plusieurs opportunités structurantes émergent pour la région à savoir la diversification des exportations, l'essor des services numériques et financiers, la montée des investissements dans les infrastructures, l'amélioration des capacités productives agricoles, et l'intégration régionale renforcée via le commerce intra-CEDEAO. Ces éléments constituent un levier essentiel pour transformer la croissance en développement soutenable et inclusif.

Le deuxième chapitre fournit un examen approfondi des dynamiques économiques de la CEDEAO entre 2022 et 2024, ainsi que des moteurs de croissance, des vulnérabilités macroéconomiques et des réformes économiques en cours dans les États membres. Il s'agit d'un chapitre central du rapport, car il établit le diagnostic interne nécessaire pour comprendre les défis de compétitivité, de stabilité financière et d'intégration régionale auxquels fait face la région. Cette dernière enregistre une croissance du PIB réel de **4,3% en 2024**, en progression par rapport à 2023 (3,6 %), mais marquée par de fortes disparités entre les pays. Les économies les plus performantes sont la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et Cabo Verde, qui affichent des

taux supérieurs à 6 %. À l'inverse, le Nigéria, la Sierra Leone et la Gambie affichent des performances plus modestes, souvent en dessous de 4 %.

Cette croissance reste largement portée par le dynamisme des services, notamment les télécommunications et la finance; l'agriculture, dont les performances se sont améliorées grâce à des saisons agricoles plus favorables; les investissements dans les infrastructures, soutenus par des partenariats publics-privés et des financements internationaux. Cependant, le chapitre souligne également un ralentissement relatif du secteur secondaire (industrie manufacturière), qui représente seulement 19,2 % du PIB en 2024, en baisse par rapport à 2023.

L'inflation reste un problème endémique dans la région. Le taux moyen d'inflation passe de 16,7 % en 2022 à 24,5 % en 2024, porté par l'augmentation des prix alimentaires, l'augmentation du coût de l'énergie, la dépréciation des monnaies (notamment le *naira* nigérian) et les perturbations sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. La ZMAO, composée de pays non arrimés à l'euro, affiche des taux d'inflation particulièrement élevés (25 % en moyenne), tandis que l'UEMOA, protégée par l'ancrage du CFA à l'euro, enregistre des niveaux beaucoup plus bas (environ 3,2 %). On note aussi que les banques centrales ont adopté des politiques monétaires restrictives pour contrer cette inflation. C'est le cas de la BCEAO qui a maintenu son taux directeur à 3,5 %, la Banque du Ghana et la Banque centrale du Nigéria qui ont opté pour des taux supérieurs à 20 %. Ces mesures freinent l'accès au crédit mais stabilisent progressivement les prix.

En ce qui concerne les recettes publiques, elles représentent en moyenne 10,8 % du PIB dans la région - un niveau très faible comparé à la moyenne africaine et mondiale. Les États mettent en œuvre plusieurs réformes y compris la digitalisation des systèmes fiscaux (Côte d'Ivoire, Ghana), la suppression des subventions (Nigéria), et la rationalisation des dépenses publiques (Bénin, Togo). Malgré cela, les dépenses publiques continuent de croître, atteignant 12,4 % du PIB en 2024, entraînant un déficit budgétaire de 4,4 %.

La dette publique régionale quant à elle a atteint 48,1 % du PIB, avec des niveaux critiques dans certains pays comme le Cabo Verde (110%), la Guinée-Bissau (86%), et le Togo (65%). La forte exposition à la dette extérieure, souvent libellée en dollars, accentue la vulnérabilité face à la volatilité des taux de change.

Pour ce qui concerne le Commerce extérieur on note un déficit structurel malgré le dynamisme du commerce intra-régional. Les exportations régionales atteignent 229,5 Mds USD en 2024, principalement tirées par le pétrole nigérian, l'or ghanéen, et le cacao ivoirien. Les importations quant à elles augmentent fortement, atteignant 176,8 Mds USD, en raison de la forte dépendance aux produits alimentaires, au carburant et aux biens d'équipement. Le commerce intra-CEDEAO atteint 13,9 Mds USD, dépassant largement les prévisions initiales (7 Mds). Cette performance reflète une amélioration logistique, une augmentation des échanges bilatéraux, et la montée des réexportations. Le Nigéria et la Côte d'Ivoire contribuent à plus de 80 % de ce flux commercial.

En termes de Perspectives 2025–2027 le rapport prévoit une amélioration progressive du PIB réel régional à savoir 4,8 % en 2025, 5,0 % en 2026, 7,1 % en 2027. Les moteurs de cette accélération seront l'augmentation de la production énergétique et minière, les projets industriels stratégiques (raffinerie Dangote, mines en Guinée), les investissements massifs dans les infrastructures, l'essor des services financiers et numériques. Cependant, ces perspectives positives peuvent être compromises par la guerre tarifaire américaine, la suspension de l'aide USAID, le retrait des pays de l'AES de la CEDEAO, les risques climatiques, la faiblesse des recettes publiques.

Pour ce qui concerne les indicateurs sociaux la pauvreté recule dans certains pays (Bénin, Gambie) mais augmente ailleurs, comme en Sierra Leone (32,7 % en 2024). L'inégalité mesurée par le coefficient de Gini stagne autour de 0,3 à 0,4. Le chômage reste officiellement faible, mais l'économie reste dominée par l'informel et le sous-emploi. Enfin, l'accès à l'électricité et à l'eau progresse, mais demeure très inégal selon les pays.

Le troisième chapitre est l'un des plus critiques du rapport car il traite du défi structurel le plus pressant pour la CEDEAO: la sécurité alimentaire. En 2024, plus de 34,7 million de personnes ont eu besoin d'une aide alimentaire urgente. Malgré que la CEDEAO et ses États membres s'appuient sur les engagements continentaux à savoir : La Déclaration de Maputo (2003) qui recommande d'allouer 10 % du budget à l'agriculture ; La Déclaration de Malabo (2014) qui ambitionnait l'élimination de la faim en 2025 ; et la Déclaration de Kampala (2025) qui elle fixe de nouvelles cibles agricoles sur la période 2026-2035, la plupart de ces pays restent en dessous des 10 % de budget agricole, hormis le Sénégal sur certaines années. Cela limite les progrès sur la productivité, l'irrigation et la transformation agricole. Ce chapitre 3 couvre aussi les 4 piliers de la sécurité alimentaire à savoir : la Disponibilité alimentaire (premier pilier), l'analyse fait ressortir que la production vivrière augmente dans certains pays comme le Ghana et la Côte d'Ivoire mais stagne ou recule dans d'autres. Surtout en raison des chocs climatiques. La dépendance aux importations reste forte: riz au Nigéria et Sénégal, céréales au Ghana.

Le second pilier concerne l'accès à l'alimentation. Sous ce pilier, on note que la hausse des prix alimentaires rend les produits de base inaccessibles pour des millions de ménages. C'est le cas au Ghana où une alimentation saine coûte 67,7 % du salaire minimum et au Nigéria où l'inflation alimentaire reste autour de 40 %. Le troisième pilier porte sur l'utilisation alimentaire. Ce pilier fait ressortir que la malnutrition dans la région reste élevée surtout au Nigéria où 36,9 de la population enregistre un retard de croissance et au Ghana où on enregistre 36% de femmes anémiée. Le quatrième et dernier pilier concerne la stabilité alimentaire qui est gravement compromise en raison des inondations, des sécheresses, des conflits, et des fluctuations des prix mondiaux.

En ce qui concerne l'intégration régionale, le rapport montre que les politiques agricoles nationales ne sont pas suffisamment cohérentes entre elles ni en conformité avec ECOWAP (la politique agricole de la CEDEAO). Les États imposent régulièrement des restrictions d'exportation (maïs, riz), ce qui nuit au marché régional. Les infrastructures transfrontalières sont insuffisantes, les corridors peu sécurisés, et la mise en œuvre des mécanismes régionaux comme la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire (RRSA) est limitée par le manque de financements.

L'analyse SWOT de la sécurité alimentaire régionale fait ressortir les éléments suivants comme forces : l'existence d'un cadre politique régional solide, et d'un système d'information (ECOAGRIS). Au niveau des faiblesses on peut épingler le sous-investissement, les pertes post-récolte, et la faible irrigation. Pour ce qui concerne les opportunités on peut prendre en compte la ZLECAf et la transformation agro-industrielle. Pour ce qui est des menaces on peut retenir le changement climatique, la dépendance aux importations, l'instabilité politique, et la volatilité des prix.

Le quatrième chapitre consolide l'analyse globale du rapport pour dégager les priorités stratégiques à court, moyen et long terme. Ainsi, le diagnostic global fait ressortir que la CEDEAO dispose d'un potentiel économique important, mais les défis cumulés - inflation, faible mobilisation des recettes, vulnérabilité climatique, dépendance alimentaire - pèsent sur la capacité de transformation structurelle.

Le rapport fait de grandes recommandations aussi bien sur les politiques macroéconomiques (Augmentation des recettes intérieures, réduction des exonérations fiscales, l'accroissement de la discipline budgétaire et la maîtrise de la dette publique), la transformation agricole (à savoir le respect des engagements de Maputo, l'accélération de l'irrigation, de la mécanisation et du stockage, la favorisation de la transformation locale et les chaînes de valeur agro-industrielles). Les autres recommandations portent sur la sécurité alimentaire (renforcement de la nutrition maternelle et infantile et la modernisation des systèmes d'alerte précoce), l'intégration régionale (un levier stratégique majeur qui nécessite l'harmonisation des politiques agricoles et commerciales de même que la facilitation du commerce transfrontalier et la réduction des barrières non tarifaires) et la résilience climatique (qui intègre l'investissement dans les variétés résistantes, le développement de l'assurance agricole et le renforcement des infrastructures rurales).